



Gouvernement d'entreprise

Informations sur le Gouvernement d'entreprise

La Société Générale veille à respecter les recommandations des rapports Viénot, particulièrement en ce qui concerne l'information sur le gouvernement d'entreprise et la transparence des rémunérations (cf. page 61) et des attributions d'options (cf. page 63).

Le Conseil d'administration de la Société Générale a, dès septembre 1995, institué trois comités (Comité des comptes, Comité des rémunérations, Comité de sélection), en même temps

qu'il approuvait une Charte de l'administrateur, qui incorpore l'essentiel des recommandations sur le gouvernement de l'entreprise et regroupe l'ensemble des droits et obligations s'attachant à la fonction d'administrateur.

Au début de l'année 2000, le Conseil d'administration a procédé à un réexamen d'ensemble de sa composition, de son organisation et de son fonctionnement. Il a adopté un règlement intérieur et a modifié la Charte de l'administrateur pour tenir compte des conclusions de ces examens.

En 2001, la Charte a été révisée, notamment en ce qui concerne les règles déontologiques s'appliquant aux administrateurs. En 2002, le Conseil d'administration fera un nouvel examen d'auto-évaluation dont il rendra compte lors de l'Assemblée générale sur les résultats de 2002.

Conseil d'administration

Composition

La proportion des administrateurs indépendants est de 6 membres sur 16. Les administrateurs étrangers sont au nombre de 3. L'âge moyen des administrateurs est de 61 ans. 3 administrateurs représentent les salariés.

Ainsi que les statuts l'autorisent, un censeur (M. R. Day) a été nommé.

En 2000, l'Assemblée générale des actionnaires a approuvé la réduction de la durée des nouveaux mandats à 4 ans (au lieu de 6 ans), ce qui permettra à terme de renouveler, tous les ans, environ un quart des administrateurs nommés par l'Assemblée générale (les administrateurs représentant les salariés étant renouvelés tous les 3 ans par élection).

Actuellement, il existe deux cas de participations croisées accompagnées de mandats réciproques avec CGNU et Pernod-Ricard.

Fonctionnement

Au terme des statuts, le Conseil est convoqué par tous moyens par le Président ou à la demande du tiers des administrateurs.

Cinq réunions, au minimum, sont programmées chaque année, pour l'examen, la première, du budget, et les suivantes, des comptes annuels, semestriels et trimestriels.

Au cours de l'année 2001, le Conseil s'est réuni 7 fois (contre 6 fois en 2000) : la durée moyenne de ces réunions a été de 2 heures 30 minutes.

En 2001, un Conseil d'administration a été tenu à New York, ce qui a permis aux administrateurs de rencontrer les principaux responsables des activités américaines de la Banque.

Compétences

Le règlement intérieur du Conseil prévoit que celui-ci examine régulièrement les orientations stratégiques du Groupe et délibère préalablement sur les modifications des structures de direction du Groupe, ainsi que sur les opérations, notamment d'acquisition et de cession, susceptibles d'affecter significativement le résultat du Groupe ou de modifier de manière importante la structure de son bilan.

Les administrateurs ont ainsi été appelés en 2001 à délibérer sur les partenariats ainsi que sur diverses opérations significatives d'acquisitions ou de cessions de la Société Générale, notamment les acquisitions de SKB Banka, Komerčni Banka, GEFA, ALD et TCW.

L'avis du Conseil est mentionné, le cas échéant, dans les communiqués de presse diffusés à l'issue des réunions.

Administrateurs

Les administrateurs sont détenteurs à titre personnel d'un nombre significatif d'actions : si le minimum statutaire est de 200 actions, la Charte recommande la détention de 600 actions minimum par administrateur nommé par l'Assemblée générale : cette recommandation est respectée par plus de 92 % d'entre eux.

L'assiduité des administrateurs aux réunions du Conseil est exprimée par le taux de présence au Conseil qui s'est établi à 81 % en 2001 (contre respectivement 84 % en 2000 et 86 % en 1999).

Conformément au règlement intérieur, la moitié des jetons de présence est versée en proportion de la participation aux réunions du Conseil ou des Comités (cf. page 61).

Enfin, le règlement intérieur prévoit que chaque administrateur de la Société Générale doit s'abstenir d'effectuer des opérations sur les titres de sociétés sur lesquelles il dispose



d'informations non encore rendues publiques. Cette règle a été renforcée en janvier 2001 ; désormais, comme pour les cadres du Groupe disposant d'informations privilégiées, il est prévu que les administrateurs ne peuvent intervenir sur les titres de la Société Générale pendant les 30 jours qui précèdent la publication des résultats, et qu'ils ne peuvent réaliser sur ces titres d'opérations de type spéculatif (obligation de détenir les titres au moins 2 mois, interdiction des transactions sur options).

Comités

Le règlement intérieur du Conseil prévoit que ses délibérations sont préparées, dans certains domaines, par des Comités spécialisés composés d'administrateurs nommés par le Conseil, qui instruisent les affaires entrant dans leurs attributions et soumettent au Conseil leurs avis et propositions.

Comité des comptes

Composé de 3 administrateurs, MM. Calvet, Cannac et Wyand, dont 2 sont indépendants, et présidé par M. Calvet, le Comité des comptes a pour missions :

- d'examiner les projets de comptes qui doivent être soumis au Conseil, notamment les principales options de clôture retenues, en s'assurant de la pertinence et de la permanence des principes et méthodes comptables appliqués ;
- d'examiner le choix du référentiel de consolidation des comptes ;
- d'examiner la cohérence des mécanismes mis en place pour le contrôle interne des procédures, des risques et du respect de la déontologie ;
- de formuler un avis sur la désignation ou le renouvellement des Commissaires aux comptes ;
- de s'assurer de l'indépendance des Commissaires aux comptes ;

- d'examiner le programme de travail des auditeurs externes et internes ;
- d'examiner les réponses aux lettres de suivi de la Commission bancaire.

Le Comité des comptes entend, hors la présence des mandataires sociaux, les Commissaires aux comptes ainsi que les cadres responsables de l'établissement des comptes, du contrôle interne, du contrôle des risques et du respect de la déontologie. Il rend compte au Conseil de ses travaux.

Le Comité s'est réuni 7 fois en 2001. Il a notamment examiné les projets de comptes consolidés annuels et trimestriels soumis au Conseil, le rapport sur le contrôle interne et le rapport sur la mesure et la surveillance des risques (présentés en application respectivement des articles 42 et 43 du règlement CRBF n° 97.02 relatif au contrôle interne), les aspects financiers des différentes acquisitions et le programme d'économie de coût.

Comité des rémunérations

Composé de 3 administrateurs, MM. Baird, Jeancourt Galignani et Seillière, dont 2 sont indépendants, et présidé par M. Seillière, le Comité des rémunérations s'est réuni 3 fois en 2001 pour proposer au Conseil la rémunération fixe et variable des mandataires sociaux ainsi qu'un plan d'options (cf page 63).

Comité de sélection

Ce Comité, composé du Président du Conseil d'administration et des 3 membres du Comité des rémunérations, est présidé par le Président du Comité des rémunérations. Le Comité est chargé de faire des propositions au Conseil pour la nomination des administrateurs, ainsi que pour la succession des mandataires sociaux, notamment en cas de vacance imprévisible.

Il a préparé un plan de succession des mandataires sociaux qui peut être soumis à tout moment au Conseil. Il s'est réuni 2 fois en 2001 pour préparer le renouvellement et la nomination des administrateurs.

Commissaires aux comptes

Les comptes de la Société Générale sont certifiés conjointement par le cabinet Ernst & Young Audit, représenté par M. Christian Mouillon, et la société Barbier Frinault et Autres (Andersen), représentée par M. Philippe Peuch-Lestrade et M^{me} Isabelle Santenac.

Les Commissaires aux comptes ont été nommés pour 6 ans par l'Assemblée générale du 18 avril 2000. Cette nomination a été recommandée par le Conseil d'administration, sur avis du Comité des comptes ; celui-ci s'est prononcé sur une proposition motivée d'un jury interne, fondée sur les résultats d'un appel d'offres international.

Le Groupe s'est fixé pour objectif que les honoraires versés aux Commissaires aux comptes pour des tâches non liées à leurs missions d'audit ne dépassent pas 30 % de l'ensemble de leurs honoraires. Le Comité des comptes est tenu informé de la réalisation de cet objectif et veille à son respect.



	DATE DE LA PREMIÈRE NOMINATION ET ÉCHÉANCE DU MANDAT	FONCTION PRINCIPALE	AUTRES MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS COTÉES*	BIOGRAPHIE
	Daniel Bouton 1997-2003 Membre du Comité de sélection Date de naissance : 10/04/1950 Détient 10 500 actions	Président-Directeur général de la Société Générale	<i>Administrateur :</i> Schneider Electric SA, Total Fina Elf SA <i>Membre du Conseil de surveillance :</i> Vivendi Environnement	Directeur du Budget au ministère des Finances (1988-1990). Entré à la Société Générale en 1991, Directeur général en 1993, Président en novembre 1997.
	Philippe Citerne 2001-2004 Date de naissance : 14/04/1949 Détient 4 300 actions	Administrateur et Directeur général délégué de la Société Générale (Article L 225.53 du Code de commerce)	<i>Administrateur :</i> Unicredito Italiano Spa <i>Représentant permanent de la Société Générale au Conseil d'administration :</i> TF1	Après avoir exercé des fonctions au ministère des Finances, il rejoint la Société Générale en 1979. Directeur des Études économiques (1984), de la Gestion Financière (1986), des Relations humaines (1990). Nommé Directeur général délégué en 1995, Directeur général depuis novembre 1997.
	Marc Viénot ⁽¹⁾ 1986-2003 Date de naissance : 01/11/1928 Détient 32 800 actions	Président de Paris Europlace Président du Conseil de surveillance d'Aventis Président d'honneur de la Société Générale	<i>Administrateur :</i> Alcatel, Ciments Français, Vivendi Universal	Après une carrière au Trésor, entre à la Société Générale en 1973, Directeur général en 1977, Président de 1986 à 1997.
	Euan Baird ⁽²⁾ 2001-2004 Administrateur indépendant Membre du Comité de sélection et du Comité des rémunérations depuis 2001 Date de naissance : 16/09/1937 Détient 600 actions	Président-Directeur général de Schlumberger	<i>Administrateur :</i> Scottish Power, AREVA	De nationalité britannique. Entre en 1960 dans le groupe Schlumberger, en 1979 devient Directeur général adjoint responsable des opérations wireline, nommé en 1986 Président de Schlumberger.
	Pierre Bilger ⁽²⁾ 1999-2005 Administrateur indépendant Date de naissance : 27/05/1940 Détient 4 000 actions	Président-Directeur général d'ALSTOM		Après une carrière au ministère des Finances, entre en 1982 dans le groupe Compagnie Générale d'Électricité. Depuis 1991, il dirige GEC ALSTHOM, puis, à partir de 1998, ALSTOM.
	CGNU Pic ⁽⁴⁾ Détient 28 000 000 actions représentée par Anthony Wyand ⁽³⁾ Membre du Comité des comptes Date de naissance : 24/11/1943	Executive Director CGNU Président du Conseil de surveillance CGU France	<i>Administrateur :</i> Unicredito Italiano Spa, Société Foncière Lyonnaise <i>Group Executive Director :</i> Grosvenor Group Holding Ltd.	Gestion financière, assurance vie et assurance risques divers. De nationalité britannique, entré chez Commercial Union en 1971.
	Jacques Calvet ⁽²⁾ 1989-2004 Administrateur indépendant Président du Comité des comptes Date de naissance : 19/09/1931 Détient 1 064 actions	Administrateur de sociétés	<i>Président du Conseil de surveillance :</i> BHV <i>Vice-Président du Conseil de surveillance :</i> Galeries Lafayette. <i>Membre du Conseil de surveillance :</i> Axa, Vivarte, Cottin Frères <i>Administrateur :</i> Société Foncière Lyonnaise, EPI-Société Européenne de Participations Industrielles	Président de la BNP (1979-1982), de PSA (1982-1997).
	Yves Cannac ⁽²⁾ 1997-2003 Administrateur indépendant Membre du Comité des comptes Date de naissance : 23/03/1935 Détient 900 actions	Membre du Conseil économique et social	<i>Administrateur :</i> AGF, Danone	Président d'Havas de 1978 à 1981. Président de Cegos de 1985 à 1999.

(1) Ancien mandataire social depuis plus de 3 ans.

(2) Administrateur indépendant au sens de la définition donnée dans le dernier rapport du Comité sur le gouvernement d'entreprise, c'est-à-dire n'entretenant aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société ou son Groupe, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.


		DATE DE LA PREMIÈRE NOMINATION ET ÉCHÉANCE DU MANDAT	FONCTION PRINCIPALE	AUTRES MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS COTÉES*	BIOGRAPHIE
	Antoine Jeancourt Galignani ⁽⁴⁾ Membre du Comité de sélection et du Comité des rémunérations depuis 2001 Date de naissance : 12/01/1937 Détient 824 actions	1994-2004	Président-Directeur général Gecina depuis juin 2001	<i>Administrateur</i> : AGF, Total Fina Elf SA, Kaufman et Broad <i>Président du Conseil de surveillance</i> : Euro Disney Sca	Directeur général adjoint du Crédit Agricole de 1973 à 1979. Directeur général de la Banque Indosuez en 1979, Président de 1988 à 1994. Président des AGF de 1994 à 2001, en juin 2001, devient Président de Gecina.
	Meiji Life Insurance Cy ⁽⁴⁾ Détient 13 750 000 actions Représentée par Kenjiro Hata Date de naissance : 27/07/1928	1988-2005	Président-Directeur général de Meiji Life Insurance Company	<i>Administrateur</i> : Kirin Brewery Cy Ltd.	Compagnie d'assurance à forme mutuelle exerçant son activité dans l'assurance vie. De nationalité japonaise. Présent dans le groupe Meiji Life depuis 1954, il est nommé Président en 1990 et Chairman en 1998.
	Patrick Ricard ⁽⁴⁾ Date de naissance : 12/05/1945 Détient 200 actions	1994-2005	Président-Directeur général de Pernod-Ricard	<i>Administrateur</i> : Provimi, Altadis	Il rejoint le groupe Pernod-Ricard en 1967 et préside le groupe depuis 1978.
	Ernest-Antoine Seillière de Laborde ⁽²⁾ Administrateur indépendant Président du Comité de sélection et du Comité des rémunérations Date de naissance : 20/12/1937 Détient 1 288 actions	1986-2005	Président-Directeur général de la CGIP	<i>Président du Conseil d'administration</i> : Marine-Wendel. <i>Vice-Président du Conseil d'administration</i> : Cap Gemini <i>Administrateur</i> : Valeo. <i>Président du Conseil de surveillance</i> : Trader.com N.V. <i>Membre du Conseil de surveillance</i> : Hermès International, Peugeot SA, Orange Nassau Groep BV	Après avoir exercé des fonctions dans l'Administration, il entre dans le groupe Wendel en 1976, et est nommé, en 1987, Président de CGIP. Président du MEDEF.
	Serge Tchuruk ⁽²⁾ Administrateur indépendant Date de naissance : 13/11/1937 Détient 2 500 actions	1999-2003	Président-Directeur général d'Alcatel	<i>Administrateur</i> : Thales, Total Fina Elf SA, Vivendi Universal	Il exerce différents postes en France et aux États-Unis au sein du groupe Mobil, puis devient Directeur général de Rhône-Poulenc en 1983. Il est nommé Président de Total en 1990, et rejoint Alcatel en 1995 en tant que Président.
	Gérard Baude Administrateur élu par les salariés Date de naissance : 01/11/1947 Détient 240 actions	1993-2003	Agent affecté au service des moyens de paiement à l'agence d'Aix-en-Provence		Salarié de la Société Générale depuis 1968.
	Daniel Gourichon Administrateur élu par les salariés Date de naissance : 18/03/1950 Détient 376 actions	2000-2003	Promoteur clientèle commerciale à l'agence d'Annemasse		Salarié de la Société Générale depuis 1973.
	Philippe Pruvost Administrateur élu par les salariés Date de naissance : 02/03/1949 Détient 2 700 actions	2000-2003	Conseil en gestion de patrimoine à l'agence de Menton		Salarié de la Société Générale depuis 1971.

(3) Dirigeant d'une entreprise au Conseil de laquelle siège un représentant de la Société Générale.


(4) Administrateur, Président d'une société qui est elle-même (ou a des liens importants avec) un actionnaire significatif de la Société Générale.

(*) Les autres mandats exercés dans des sociétés non cotées figurent en page 58.

Administrateur dont la nomination est soumise au vote de l'Assemblée générale

	FONCTION PRINCIPALE	MANDATS 2001	BIOGRAPHIE
	Robert A. Day	Chairman and Chief Executive Officer TCW Group Inc.	<i>Administrateur</i> : Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc., McMoRan Exploration Co., Fisher Scientific International Inc., Syntroleum Corp. <i>Mandats commencés en 2001</i> : Censeur Société Générale
	De nationalité américaine Date de naissance : 11/12/1943 Détient 2 044 000 actions		Diplômé de Robert Louis Stevenson School (1961), Bachelor of "Science Economics" de Claremont Mc Kenna College (1965). <i>Gérant de portefeuille</i> : Banque d'investissement "White, Weld & Cy" à New-York (1965). Création en 1971 de Trust Company of the West "TCW".

Administrateur dont la cooptation est soumise à ratification de l'Assemblée générale

	FONCTION PRINCIPALE	AUTRES MANDATS 2001 DANS DES SOCIÉTÉS COTÉES*
	Anthony Wyand	<i>Mandats et biographie</i> : page 56
	De nationalité britannique Détient 1 000 actions	Executive Director CGNU Président du Conseil de surveillance CGU France

Mandats exercés au cours de l'exercice 2001 dans des sociétés par actions non cotées

Philippe Citerne

Administrateur : Génével, Crédit du Nord, SG Hambros Bank and Trust Ltd., TCW
Représentant permanent de la Société Générale au Conseil d'administration : Answork
Mandat commencé en 2001 : Administrateur TCW
Mandats terminés en 2001 : SG Asset Management, SG Investment (UK) Ltd.

Marc Viénot

Administrateur : Société Générale Marocaine de Banques

Euan Baird

Administrateur : The Haven Management Trust

Pierre Bilger

Administrateur : ALSTOM UK Ltd.
Membre du Conseil de surveillance : ALSTOM NV, ALSTOM GmbH
Membre du Conseil consultatif international : Renault Nissan

Yves Cannac

Administrateur : Caisse des Dépôts Développement (C3D)

Antoine Jeancourt Galignani

Mandats sociaux dans des sociétés étrangères : Société Nationale d'Assurances
(Liban), Allianz First Life (Corée), Fox Kids Europe N.V. (Pays-Bas)
Mandats terminés en 2001 : Président des AGF, des AGF IART, des AGF Vie,
des AGF International

Patrick Ricard

Président du Conseil d'administration : Comrie Public Limited Cy. *Administrateur* :
Cie financière CSR, PR Europe Spirits & Wines SA, PR. Finance SA, Société Paul
Ricard, Société Paul Ricard & Fils, Austin Nichols and C° Inc., Austin Nichols
(International) Inc., Anco Do Brasil Inc, Ramsey-SIAS Inc., Austin Nichols Export
Sales Inc., Aberlour Glenlivet Distillery, Boulevard Distillers and Importers Inc.,
Boulevard Export Sales Inc., Peribel, Distillerie Fratelli Ramazzotti Spa, Duncan
Fraser and Company Ltd., Glenforres Glenlivet Distillery, House of Campbell Ltd.,
Irish Distillers Group Ltd., PR Larios, Muir Mackenzie and Company Ltd., Perisem,
Peri Mauritius, PR Nederlands Spirits and Wines BV, Polairen Trading Ltd.,
Populous Trading Ltd., Sankaty Trading Ltd., San Giorgio Flavors Spa, White
Heather Distillers Ltd., W. Whiteley and Company Ltd., World Brands Duty Free Ltd.
Représentant de Pernod-Ricard au Conseil d'administration : Cidreries et Sopagly

réunies « CSR », Cusenier, Pampryl, Pernod, Ricard, Santa Lina, Campbell
Distillers Ltd., Havana Club Holdings SA. *Représentant de Santa Lina
au Conseil d'administration* : Cie Financière des produits Orangina, Société
Immobilière et Financière pour l'Alimentation (Sifa), Société Industrielle Agricole
de la Somme Matières Premières Alimentaires (SIAS-MPA). *Mandats commencés
en 2001* : Provimi, Martell & Co. *Mandats terminés en 2001* : Eridania Béghin Say,
Ets vinicoles champenois, Orangina Pampryl, San Giorgio Flavors,
Yoo-Hoo Chocolate Beverage Corporation, Yoo-Hoo of Florida corporation,
Yoo-Hoo Industries Inc., Yoo-Hoo of Louisiana Corporation

Ernest-Antoine Seillière de Laborde


Vice-Président du Conseil de surveillance : Biomérieux Pierre Fabre SA-Bmpf
Administrateur : Société Lorraine de Participations Sidérurgiques-SLPS, Sofisamc
Représentant permanent de Sofiservices au Conseil de surveillance :
Bureau Veritas. *Représentant permanent de la Compagnie Financière de la Trinité
au Conseil d'administration* : Stallergènes

Serge Tchuruk

Président du Conseil d'administration : Alcatel Usa Holdings Corp.
Membre du Conseil de surveillance : Alcatel Deutschland GmbH
Mandat terminé en 2001 : Alstom

Anthony Wyand


Executive Vice-President : Victoire Asset Management. *Administrateur* : Abeille
Assurances, Abeille Vie SA, CGU Courtage SA, CGU Group BV, CGU Insurance Plc,
CGU International Holdings BV, Commercial Union Finance BV, Commercial Union
Holdings (France) Ltd., Commercial Union International Holdings Ltd., Delta Lloyd
NV, Eurofil SA, General Accident Plc, Northern Assurance Company Ltd., Norwich
Union Plc, Royal St George Banque SA. *Administrateur et Vice-Président* : CGU
International Insurance Plc. *Membre du Conseil de surveillance* : Commercial
Union Polska General Insurance Company SA, Commercial Union Polska Life
Assurance Company SA, Commercial Union Polska Towarzystwo Ubezpieczen Na
Zycie SA, Commercial Union Polska Towarzystwo Ubezpieczen Ogolnych Spo Ka
Akcyina. *Mandats commencés en 2001* : CGNU Holdings Poland Ltd., North British
and Mercantile Insurance Company Ltd., Norwich Union Overseas Holdings Ltd.,
Road Transport & General Insurance Company Ltd., Scottish Insurance Corporation
Ltd., Welsh Insurance Corporation Ltd., Yorkshire Insurance Company Ltd.




Philippe Citerne
Directeur général délégué




Daniel Bouton
Président-Directeur général



Xavier Debonneuil
Directeur général adjoint
Banque de Financement
et d'Investissement




Didier Alix
Directeur général adjoint
Particuliers et Entreprises




Bruno Flichy
Président-Directeur général
du Crédit du Nord




Philippe Collas
Président-Directeur général
de SG Asset Management



Hervé Saint-Sauveur
Directeur des Finances
et de la Stratégie du Groupe



Christian Schricke
Secrétaire général du Groupe



Alain Py
Directeur des Ressources
et Relations humaines du Groupe

Assistent aux réunions du Comité exécutif :

Hugues Le Bret
Directeur de la Communication
du Groupe

Didier Hauguel
Directeur des Risques
du Groupe

Mission :
assure, sous l'autorité du Président,
le pilotage stratégique du Groupe

Daniel Bouton

Didier Alix

Alain Py

Philippe Citerne




Xavier Debonneuil

Hervé Saint-Sauveur

Bruno Fichy

Christian Schricke

Philippe Collas

	Yves-Claude Abescat Directeur de la Banque d'Investissement des Entreprises		Alain Clot Directeur de la Stratégie du Groupe		Marc Litzler Coresponsable de la Banque d'Investissement		René Querret Directeur des Systèmes d'Information de la Banque de Détail
	Bernard Beaufiles Directeur Général Délégué du Crédit du Nord		Michel Douzou Directeur Délégué des Réseaux de Distribution de la Banque de Détail		Pierre Mathé Directeur de la Gestion Privée		Patrick Soulard Directeur Général Adjoint Délégué de la Banque de Financement et d'Investissement
	Jacques Beer-Gabel Directeur des Systèmes d'Information du Groupe		Jean-François Gautier Directeur des Services Financiers Spécialisés		Jean-Louis Mattei Directeur de la Banque de Détail Hors France Métropolitaine		Bernard de Talancé Directeur Général Adjoint Délégué de la Banque de Financement et d'Investissement
	Jacques Bouhet Directeur Général Adjoint Délégué de la Banque de Financement et d'Investissement		Didier Hauguel Directeur des Risques du Groupe		Christophe Mianné Directeur des Produits Dérivés sur Actions et Indices		Catherine Théry Directeur Général Délégué de SG Asset Management
	Stephen Brisby Coresponsable de la Banque d'Investissement		Alexis Juan Président du Directoire de Komerčni Banka		Jean-Pierre Mustier Directeur Dette et Financements		Yves Tuloup Directeur Général Adjoint Délégué de la Banque de Financement et d'Investissement
	Philippe Brosse Directeur Général Délégué de SG Asset Management		Hugues Le Bret Directeur de la Communication du Groupe		Jean-Jacques Ogier Directeur des Réseaux de Distribution de la Banque de Détail		Philippe Vigué Inspecteur Général
	Séverin Cabannes Directeur Financier du Groupe		Robert Le Roux Directeur Délégué des Ressources et Relations humaines		Jean-Paul Oudet Directeur de la Gestion Mondiale du Portefeuille de Crédit		
	Alain Closier Directeur des Services Bancaires		Jean-Pierre Lesage Directeur du Marketing et de la Stratégie Commerciale de la Banque de Financement et d'Investissement		Christian Poirier Directeur de la Stratégie et du Marketing de la Banque de Détail		

Mission :

échanges sur la stratégie

et les questions d'intérêt général du Groupe

Politique de détermination de la rémunération des dirigeants

Les informations fournies concernent les 9 dirigeants du Comité exécutif ⁽¹⁾.

- S'agissant des 2 mandataires sociaux, leur rémunération est fixée par le Conseil d'administration sur proposition du Comité des rémunérations et comporte deux composantes :
 - une rémunération fixe attribuée lors de leur nomination et susceptible d'être revalorisée en fonction des pratiques de marché ;
 - une rémunération variable déterminée annuellement dans la limite de certains plafonds et dont le montant est lié directement à la performance de l'entreprise évaluée sur la base du résultat net part du Groupe et du bénéfice net par action. Le Comité des rémunérations s'assure que le montant qui ressort de ces paramètres traduit bien les performances objectives du Groupe, et notamment que les indicateurs retenus ne sont pas affectés par des effets de structure ou des pertes et profits exceptionnels.
- Conformément aux règles arrêtées sur proposition de ce dernier par le Conseil d'administration, le montant de la part variable est enfin rapproché des plafonds fixés par référence aux pratiques de marché et modulés selon l'appréciation portée sur le niveau et la qualité des performances réalisées.
- Pour ce qui concerne le Président du Crédit du Nord et le Président de SG Asset Management, un processus identique est appliqué, le Conseil d'administration fixant,

sur proposition du Comité des rémunérations, la rémunération fixe et la rémunération variable. Le montant de cette dernière est aussi lié directement à la performance de l'entreprise.

- Pour les 5 autres dirigeants, leur rémunération, fixée par la Direction générale, est également constituée de 2 parties :
 - une rémunération fixe, déterminée en fonction des responsabilités confiées et prenant en compte les pratiques de marché ;
 - une rémunération variable fixée par la Direction générale et arrêtée tant en fonction des résultats du Groupe que des performances individuelles réalisées au cours de l'exercice écoulé. Outre ces 2 composantes, ces 5 dirigeants bénéficient, au même titre que l'ensemble des salariés, de l'intéressement et de la participation résultant des accords d'entreprise. Les membres du Comité exécutif bénéficient d'une voiture de fonction.

Montant des rémunérations en 2001

Au titre de 2001, les rémunérations ⁽²⁾ des mandataires sociaux s'établissent à :

- Président : 2,250 M EUR (fixe 1 M EUR, variable 1,250 M EUR),
- Directeur général délégué : 1,237 M EUR (fixe 0,550 M EUR, variable 0,687 M EUR).

La rémunération ⁽²⁾ des 9 dirigeants formant le Comité exécutif ⁽¹⁾ s'élève à 7,606 M EUR et se décompose comme suit :

- rémunération fixe : 3,644 M EUR,
- rémunération variable : 3,962 M EUR.

Jetons de présence versés aux dirigeants formant le Comité exécutif

Les jetons de présence et autres rémunérations des Conseils d'administration perçus par les mandataires sociaux viennent en déduction de leur rémunération variable. Quant aux autres dirigeants formant le Comité exécutif, ils ne bénéficient pas de jetons de présence, les sommes dues à ce titre étant directement versées à la Société Générale.

Jetons de présence versés aux administrateurs de la Société

Le montant des jetons de présence a été fixé par l'Assemblée du 4 juin 1999 à 0,46 M EUR. Il est resté inchangé au titre de 2001 et a été versé en mars 2002.

Les règles de répartition des jetons de présence entre les administrateurs, décidées par le Conseil d'administration du 23 février 2000, sont les suivantes :

- la moitié des jetons de présence est répartie par parts égales entre chacun des administrateurs, les membres du Comité des comptes recevant toutefois chacun deux parts ;
- l'autre moitié est répartie entre les administrateurs proportionnellement au nombre de séances du Conseil et des Comités auxquelles chacun a participé au cours de l'exercice.

(1) Outre le Président et le Directeur général délégué, mandataires sociaux, ce Comité comprend les 2 Directeurs généraux adjoints des branches Particuliers et Entreprises et de la Banque de financement et d'investissement, le Président du Crédit du Nord, le Président de SG Asset Management, le Directeur des Finances et de la Stratégie du Groupe, le Directeur des Ressources et Relations humaines du Groupe et le Secrétaire général du Groupe.

(2) La rémunération globale s'entend comme la somme des rémunérations fixes perçues en 2001 et des rémunérations variables, afférentes à l'exercice 2001, versées en mars 2002.

Actionnaires détenant plus de 1 % du capital⁽¹⁾ ou des droits de vote au 31 décembre 2001

ACTIONNAIRES ⁽¹⁾	% CAPITAL ⁽²⁾	% DROITS DE VOTE ⁽²⁾
Salariés et anciens salariés via le Fonds E (35 918 personnes)	7,35	12,30
Groupe CGNU	6,69	8,20
Meiji Life	3,19	5,63
CDC ⁽³⁾	2,75	3,59
AGF	2,50	3,90
Peugeot	2,10	3,47
SCH	1,50	1,33
Pernod-Ricard	1,16	2,06

⁽¹⁾ Hors OPCVM, hors autocontrôle et autodétention (6,21 %).

⁽²⁾ Base de référence au 31.12.2001 :

- nombre d'actions : 431 538 522
- nombre de droits de vote : 488 787 663

⁽³⁾ CDC (section générale seulement), hors CDC IXIS Capital Markets.

Au 31 décembre 2001, le groupe Société Générale avait plus de 300 000 actionnaires individuels (7,5 % du capital, hors Fonds d'épargne salariale, hors salariés en direct).

Capital social

Au 31 décembre 2001, le capital était divisé en 431,5 millions d'actions au nominal de 1,25 EUR.

L'augmentation de 8,3 millions du nombre d'actions sur l'année 2001 correspond :

- pour 2,7 millions à la rémunération de l'apport partiel d'actif de la Sogénal, décision approuvée par les actionnaires lors de l'Assemblée du 4 mai 2001 ;
- pour 4,7 millions aux émissions d'actions réservées aux salariés du Groupe dans le cadre des fonds d'épargne d'entreprise, souscrites sur l'exercice ;
- pour 0,9 million à l'exercice d'options de souscription émises par l'entreprise.

Le Conseil d'administration du 20 février 2002 a procédé à l'annulation de 7,2 millions de titres, ce qui porte le capital social à 424,3 millions de titres à cette date.

Rachats d'actions

Depuis le lancement de son programme de rachat d'actions en septembre 1999, le Groupe a procédé à l'acquisition de 32 millions de titres sur le marché pour un montant net global de 1,8 Md EUR. Au cours de l'exercice 2001, le Groupe a ainsi racheté 13,6 millions d'actions pour une valeur de 833 M EUR. Par ailleurs, il a vendu ou transféré 16 millions d'actions représentant un prix de revient de 899 M EUR. Il a, en particulier, utilisé

14,4 ⁽¹⁾ millions de titres (pour un prix de revient de 806 M EUR) en règlement de l'acquisition du gestionnaire d'actifs américain TCW en juillet 2001.

Au 31 décembre 2001, le Groupe détient 17,8 millions d'actions propres (hors actions d'autocontrôle) représentant 1 Md EUR.

Sur cette base, 5,8 millions d'actions, correspondant à un prix de revient de 280 M EUR, sont affectés à la couverture des options d'achat d'actions attribuées aux salariés.

Les plans d'options

En janvier 2001, le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunérations, a procédé à une nouvelle attribution d'options d'achat d'actions.

Ce plan a succédé au plan 2000, dont le bénéfice avait été réservé à 1 477 jeunes cadres.

Cette attribution, destinée aux cadres supérieurs, a concerné 258 cadres, mandataires sociaux inclus, pour un total de 3 116 500 options. Pour 205 d'entre eux, elle est définitive.

Pour 53 responsables du Groupe, les options consenties ont été attribuées à hauteur de 50 % de manière définitive* et pour les 50 % restants** sous réserve de réalisation des conditions suivantes :

- pour moitié (25 %), si la performance boursière du titre Société Générale sur la période décembre 2000/

décembre 2002 s'avère supérieure à celle de l'indice de référence DJ EURO STOXX Bank ;

- pour l'autre moitié (25 %), si le résultat d'exploitation du Groupe de l'exercice 2002 atteint ou dépasse l'objectif de 4 064 M EUR fixé dans le cadre du plan stratégique 2002 ou, à défaut, si la progression du cours moyen de l'action Société Générale sur la période de deux ans considérée est supérieure de 15 % à celle de l'indice mentionné à l'alinéa précédent.

À défaut de la réalisation de ces conditions (performances boursières, croissance du résultat d'exploitation), le bénéfice des options correspondantes sera perdu.

Le prix de souscription correspond à la moyenne des premiers cours de l'action Société Générale pendant les 20 séances de bourse qui ont précédé la réunion du Conseil ayant décidé cette attribution.

À l'instar des attributions antérieures :

- le bénéfice de ces options est consenti pour une durée de 7 ans ;
- l'exercice de ces options est soumis à la condition que le contrat de travail du bénéficiaire soit en vigueur à la date à laquelle elles sont levées.

⁽¹⁾ Montant sujet à révision en fonction de l'excédent brut d'exploitation 2001 et 2002 de TCW.

* Voir page 63, tableau des options du Président, du Directeur général délégué et des membres du Comité exécutif.

** Voir page 63, tableau des options du Président, du Directeur général délégué et des membres du Comité exécutif.

Suivi des plans d'options Société Générale

au 31.12.2001 avec indication des options consenties aux membres de l'état-major du Groupe en poste lors de leur attribution.

OPTIONS ATTRIBUÉES				OPTIONS LEVÉES							
Date d'attribution	Prix d'exercice*	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options	en 1995	en 1996	en 1997	en 1998	en 1999	en 2000	en 2001	TOTAL
16.02.1994	22,60 EUR ^(a)	231	1 209 400	-	-	70 708	254 780	807 192	37 720	7 400	1 177 800
<i>dont Direction</i>		25	340 600	-	-	8 000	77 200	255 400	0	0	340 600
15.03.1995	15,29 EUR ^(a)	249	1 755 200	70 500	26 300	70 500	186 900	616 840	329 240	229 860	1 530 140
<i>dont Direction</i>		24	496 300	60 500	0	17 000	36 100	159 500	72 800	101 400	447 300
19.06.1996	17,04 EUR ^(a)	7	1 280 000	-	0	0	0	272 000	92 000	596 000	960 000
<i>dont Direction</i>		-	0	-	0	0	0	0	0	0	0
25.06.1997	18,94 EUR ^(b)	334	1 690 760	-	-	0	28 600	18 620	44 580	13 440	105 240
<i>dont Direction</i>		27	594 000	-	-	0	16 000	16 000	2 000	0	34 000
24.06.1998	45,35 EUR ^(b)	541	1 953 200	-	-	-	0	0	32 800	11 200	44 000
<i>dont Direction</i>		25	451 200	-	-	-	0	0	9 200	12 800	22 000
08.09.1999	48,50 EUR ^(c)	714	3 502 400	-	-	-	-	0	11 200	8 400	19 600
<i>dont Comité exécutif</i>		9	502 000	-	-	-	-	0	0	0	0
02.08.2000	51,00 EUR ^(d)	1 477	2 268 000	-	-	-	-	-	0	0	0
<i>dont Comité exécutif</i>		-	0	-	-	-	-	-	0	0	0
12.01.2001	66,00 EUR ^(e)	258	3 116 500	-	-	-	-	-	-	0	0
<i>dont Comité exécutif</i>		9	371 750*	-	-	-	-	-	-	0	0
			371 750**	-	-	-	-	-	-	0	0
			16 775 460	70 500	26 300	141 208	470 280	1 714 652	547 540	866 300	3 836 780
<i>dont Direction</i>			3 127 600	60 500	0	25 000	129 300	430 900	84 000	114 200	843 900

NB De 1994 à 1998 et en 2001, il s'agit d'options de souscription d'actions. En 1999 et en 2000, il s'agit d'options d'achat d'actions. Le prix d'exercice correspond à la moyenne des premiers cours cotés de l'action pendant les 20 séances de bourse qui ont précédé la réunion du Conseil ayant décidé l'attribution des options, assortie d'une décote de 20 % pour les attributions de 1994 à 1997 et de 2000.

- (a) Différé d'exercice : 3 ans (sauf si 59 ans 8 mois).
- (b) Différé d'exercice : 5 ans (sauf si 59 ans 8 mois).
- (c) Différé d'exercice : 3 ans sans possibilité de cession des actions avant le 8 septembre 2004 (sauf si mise à la retraite).
- (d) Différé d'exercice : 3 ans sans possibilité de cession des actions avant le 2 août 2005 (sauf si mise à la retraite).
- (e) Différé d'exercice : 3 ans sans possibilité de cession des actions avant le 12 janvier 2006 (sauf si mise à la retraite).

Pour ce plan, les options attribuées, hors membres du Comité exécutif (soit 2 373 000 options), se ventilent ainsi :
 - levées possibles sans condition de réalisation d'objectifs : 1 912 500 options pour 249 bénéficiaires ;
 - levées soumises à condition de réalisation d'objectifs (voir page 62) : 460 500 options pour 44 bénéficiaires.

Au travers des attributions ci-dessus, les mandataires sociaux qui n'ont levé aucune option au cours de l'année 2001 détiennent, au 31 décembre 2001, les options suivantes :

	DATE D'ATTRIBUTION	PRIX D'EXERCICE	NOMBRE D'OPTIONS		DATE D'ATTRIBUTION	PRIX D'EXERCICE	NOMBRE D'OPTIONS
Le Président	25.06.1997	18,94	80 000	Le Directeur Général	15.03.1995	15,29	17 600
	24.06.1998	45,35	104 000		25.06.1997	18,94	40 000
	08.09.1999	48,50	160 000		24.06.1998	45,35	52 000
	12.01.2001	66,00	125 000 *		08.09.1999	48,50	90 000
	12.01.2001	66,00	125 000 **		12.01.2001	66,00	68 750 *
				12.01.2001	66,00	68 750 **	

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS CONSENTIES AUX 10 PREMIERS SALARIÉS NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVÉES PAR CES DERNIERS

NOMBRE D'OPTIONS ATTRIBUÉES D' ACTIONS SOUSCRITES OU ACHETÉES PRIX MOYEN PONDÉRÉ

Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux 10 salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé	764 000	36,65 EUR
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés mentionnées ci-dessus, levées, durant l'exercice, par les 10 premiers salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé	636 720	17,33 EUR

Tableau élaboré conformément aux recommandations de la Commission des opérations de bourse.

* Options consenties de manière définitive.

** Options soumises à condition de réalisation d'objectifs (voir page 62).

La Société Générale et ses actionnaires

Agenda de la communication financière

Mardi 23 avril 2002

Assemblée générale des actionnaires

Jeudi 25 avril 2002

Détachement et mise en paiement
du dividende

Jeudi 16 mai 2002

Résultats du 1^{er} trimestre 2002

Vendredi 2 août 2002

Résultats du 2^e trimestre 2002

Jeudi 14 novembre 2002

Résultats du 3^e trimestre 2002

Service des relations avec les actionnaires

— Actionnaires individuels

Numéro vert Actionnaires

0 800 850 820

Télécopie

33 (0)1 41 45 92 27

E-mail

actionnaires.individuels@socgen.com

— Investisseurs institutionnels

Téléphone

33 (0)1 42 14 47 72

Télécopie

33 (0)1 42 13 00 22

E-mail

investor.relations@socgen.com

Comité consultatif des actionnaires

Le Comité consultatif des actionnaires a été créé en 1988 pour développer une relation suivie et attentive avec les actionnaires individuels de la Société Générale.

Ses missions : exprimer à la Direction générale des avis sur la communication avec les actionnaires individuels, et formuler des propositions.

Le Comité s'est réuni 2 fois en 2001. Au 31.12.2001, il était composé des personnes suivantes :

Jean-Louis Baduel

Christophe Bréard

Jean-Paul Chaudron

Michel Cosson

Noël Flageul

Florence Klein-Bourdon

Patrice Leclerc, Président de l'Assact SG

Marie-France Nordlinger

Sylvie Owen

Brigitte Reech

Laurent de Sayve

Dominique Sénéchal

Jean-Baptiste Tefra

Marcel Tixier, Président de l'ANAF